

du génie ; il était triste et rêveur. — D'où vous vient, lui dis-je, cet air abattu, à vous dont le courage a été tant de fois éprouvé ? — On serait triste à moins. — Mais il me semble que nos troubles civils sont sur le point de finir. — Et qui vous donne lieu de le croire ? nous apportez-vous des nouvelles ? vous habitez la place des Cordeliers, l'un des principaux centres de l'insurrection : les ouvriers y sont-ils en force ?

J'appris alors à cet officier que sur cette place les rebelles étaient à peine au nombre de soixante ; que la plupart manquaient de fusils, n'étaient armés que de mauvais pistolets, de vieux sabres et de piques qu'ils avaient fabriquées eux-mêmes, en attachant divers instruments tranchants à des bâtons. J'ajoutai que je sortais de la Préfecture, où M. le secrétaire-général m'avait paru tranquille, qu'il m'avait dit que cette malheureuse lutte touchait à sa fin, et qu'il croyait que dès le lendemain la circulation dans les rues serait permise à tout le monde ; qu'à la vérité ce langage pouvait être celui d'un fonctionnaire désireux de rassurer les habitants ; mais que je ne pouvais prendre pour des paroles hasardées les dires de deux citoyens recommandables que je venais de voir, arrivant l'un de Vienne et l'autre de St-Etienne ; que le premier, M. Ithier, manufacturier, qui avait bien voulu se charger de la mission difficile de venir chercher des nouvelles de Lyon, et d'y en apporter de Vienne, assurait que les ouvriers de cette dernière ville ne faisaient aucun mouvement, qu'ils ne manifestaient aucune effervescence vraiment inquiétante, ne paraissaient nullement disposés à marcher sur Lyon, et qu'il serait aisé de les maintenir dans ces dispositions pacifiques ; que le second, M. Oberkampf, négociant du quartier St-Clair, qui venait de St-Etienne et que nous avions reçu à l'Hôtel-Dieu parce qu'il lui avait été impossible de se rendre chez lui, nous avait également donné de très-satisfaisantes nouvelles sur l'état moral de la population dans la ville d'où il sortait ; que ces deux voyageurs s'accordaient pour affirmer que des gardes nationales seraient